

Les tartuffes de l'Europe fédérale.¹

Réaliser un espace économique à même de satisfaire les intérêts du grand capital ou favoriser le rapprochement fraternel et solidaire des peuples du vieux continent ? C'est en refusant de trancher ce dilemme que se sont agrégés, dès l'immédiat après-guerre, les mouvements fédéralistes, dans lesquels droite et gauche aplanirent leurs divergences pour faire progresser l' « idée européenne ». Désormais devenue idéologie, celle-ci constitue l'arme de choix pour disqualifier tout projet progressiste qui s'opposerait à l'Europe néolibérale qui s'est consolidée au cours des trois dernières décennies.

- « Vous n'êtes donc pas Européen ?
- *S'il s'agit de vivre dans le cadre actuel de la libre circulation des capitaux déterminée par la mécanique des traités, je n'ai aucun mal à dire que je ne le suis pas. Grâce au ciel, il y a bien d'autres façons d'être Européen.*
- *Comment voulez-vous revenir au niveau national, sans échange avec les pays voisins ?*
- *Cet amalgame est absurde ! N'avions-nous pas des échanges avec les pays voisins avant 2002 ?*
- *On ne va pas revenir en arrière ! »²*

Ce dialogue de sourds opposait une journaliste de France culture à l'économiste hétérodoxe Frédéric Lordon, qui venait de reprocher aux progressistes d'avoir abandonné au Front national le débat sur la sortie de l'euro. Il illustre à merveille l'alternative laissée par la pensée dominante à la gauche, mise en demeure de choisir entre la poursuite du processus d'intégration actuel ou le repli national. Ainsi posés, les termes du débat ont tout du piège grossier, dans lequel des franges significatives de la gauche persistent à s'engouffrer avec perte et fracas.

Si le mouvement ouvrier occupa une place significative dans le foisonnement d'initiatives, nées au lendemain du second conflit mondial, en faveur de l'unité continentale, le projet qu'il portait alors revêtait un contenu bien précis. Rédigé en 1941 par le militant communiste Altiero Spinelli, le manifeste de Ventotene appelait à une révolution socialiste européenne à même de subordonner l'économie aux intérêts des travailleurs, à travers un ambitieux programme de nationalisation et de redistribution des richesses³. De même, le « Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe », fondé par des syndicalistes et personnalités politiques progressistes non inféodées à Moscou, s'inscrivait résolument dans une perspective de gauche : Socialisation des moyens de production, indépendance à l'égard de la politique des blocs, décolonisation et anti-impérialisme⁴... Autant de dimensions qui empêchaient toute confusion avec l' « Europe Vaticane » défendue par la démocratie chrétienne, de même qu'avec les projets atlantistes et anti-étatistes avancés par le patronat.

Six décennies et une révolution néolibérale plus tard, la pleine réalisation d'un espace permettant au capitalisme de se déployer sans entraves hors des frontières nationales contraste avec l'absence du modèle originellement promu par les européistes de gauche. Minoritaire au sein du Mouvement européen – qui fédère à partir de mai 1948 les principales organisations pour l'unité européenne –, ceux-ci décidèrent en effet de différer leur programme socio-économique, pour se concentrer sur la réalisation d'un État supranational légitimé démocratiquement. Un pragmatisme qui dépasse largement les champs des organisations fédéralistes : la majorité de la social-démocratie (et, plus tard, de l'écologie politique) fut, elle aussi, prompte à sacrifier l'objectif d'Europe sociale sur l'autel de l' « union toujours plus étroite », y compris quand celle-ci prit la forme d'une

¹ Par Gregory Mauzé, chargé d'analyses et d'études à l'Association culturelle Joseph Jacquemotte – mai 2014

² Interview de Frédéric Lordon réalisé par Laure Adler sur France culture, 10 mai 2014.

³ Rossi, Ernesto et Spinelli, Altiero, "Manifeste pour une Europe libre et unie", juin 1941, altierospinelli.org

⁴ Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe, "Un programme d'action socialiste européenne", décembre 1948, ena.lu

intégration négative orientée vers la dérégulation et le libre-échange. Quitte à servir de caution progressiste à l'Europe libérale qui en résulta, consacrée par les traités successifs à partir de l'Acte unique européen de 1986.

Dépolitiser l'Europe.

Foi sincère dans la valeur intrinsèque de l'intégration continentale ou promotion d'un alibi européen devenu commode pour justifier l'abandon des catégories populaires ? La défense désincarnée du fédéralisme – entendu ici comme la poursuite du processus d'intégration sans égard pour son contenu politique – par cette gauche procède dans tous les cas d'un profond déni de réalité. Sa propension à substituer l'intérêt européen à la défense d'un programme socio-économique progressiste tend en effet à dépolitiser les transferts de souveraineté, et, partant, à minimiser leur portée sociale et économique. Cet état de fait revêt un caractère d'autant plus problématique dans un contexte d'hégémonie culturelle, politique et économique du néolibéralisme au niveau européen, extrêmement défavorable à toute impulsion progressiste du processus d'intégration.

L'attitude de cette même gauche à l'égard de la gestion européenne de la crise de la dette souveraine de 2010 est à cet égard révélatrice. Au nom de l'approfondissement vers l'union fédérale, les sociaux-démocrates et écologistes européens ont ainsi appuyé la capacité de la Commission européenne (non-élue) d'encadrer strictement les choix économiques nationaux, ancrant ces derniers dans une politique stricte de consolidation budgétaire. Les initiatives fédéralistes transpartisanes ont, pour leur part, accueilli chaudement cette fuite en avant vers le « *fédéralisme tutélaire* »⁵ : le Groupe Spinelli, qui rassemble des parlementaires allant de la droite libérale au centre-gauche, vit ainsi dans le vote des six packs et two packs au Parlement une « *avancée indispensable vers une Europe fédérale* »⁶.

Le Pacte budgétaire européen, qui institue la règle d'or interdisant le déficit structurel dépassant les 0.5% suscita un même engouement chez les fédéralistes convaincus⁷. Le président de la section française du Mouvement européen Jean-Marie Cavada salua ainsi sa ratification par l'Assemblée nationale française comme un « *vote républicain* »⁸. Le président de l'Union des fédéralistes européens (UEF) Andrew Duff estima quant à lui « *vitale* » la ratification de ce traité, que seule une avancée vers l'union fédérale pourrait rendre superflu⁹.

Tropisme libéral.

Cette capacité des fédéralistes à dissimuler, derrière une neutralité politique savamment entretenue, un soutien à un projet loin d'être idéologiquement neutre constitue une constante au sein de cette mouvance. L'attachement à l'Europe telle qu'elle s'est construite, et dont les apories ne sauraient être comblées qu'en approfondissant les dynamiques en cours, semble en effet consubstantiel à un tropisme libéral. Le programme économique des Jeunes européens fédéralistes (JEF)¹⁰, est sans doute celui qui fait mentir de façon la plus évidente la prétention à se situer au-delà du clivage gauche-droite : maintien d'une Banque Centrale Européenne indépendante, délégation pleine et entière des pouvoirs de sanction à la Commission européenne en cas de non-respect des

⁵ Michel Dévoluy, "Comprendre le débat européen. Petit guide à l'usage des citoyens qui ne croient plus à l'Europe", Points, coll. « Points Essais », 2014

⁶ Groupe Spinelli, "Seule une Union européenne fédérale pourra résoudre la crise – Union fédérale ou désintégration", 28 mars 2012, spinelligroup.eu

⁷ A l'exception notable du Parti fédéraliste européen, qui critiqua le Pacte budgétaire européen pour des raisons économiques et démocratiques. Gernigon, Yves, "Pourquoi le Parti Fédéraliste Européen ne soutient pas le traité budgétaire européen", 10 octobre 2012, taurillon.org

⁸ Communiqué de presse du ME-F du mardi 9 octobre 2012, "Jean-Marie CAVADA : « Enfin un vote républicain pour le TSCG ! Et maintenant, passons à l'intégration politique ! » ", 9 octobre 2012, mouvement-europeen.eu

⁹ "Fiscal Compact vital necessity", 8 mai 2012, federalists.eu

¹⁰ Young European Federalists, "Political Platform 2013 as adopted by the XXII European Congress in Paris", 3 novembre 2013, jef.eu

critères de compétitivités par les États membres, soutien à la stratégie « Europe 2020 », qui vise à subordonner l'emploi et les salaires aux objectifs de compétitivité de l'espace européen... Autant de propositions engagées dans la poursuite de l'Europe libérale, et combattues à ce titre par la gauche critique et certains syndicats européens.

Cette disposition à soutenir des intérêts particuliers sous couvert d'un prétendu intérêt général européen innerve de la même façon la plate-forme en ligne « Towards Federal Europe », mise en place par l'UEF et les JEF. Dans le cadre des élections européennes de 2014, cette initiative vise à permettre aux citoyens de déceler, à l'aune d'un *Manifeste fédéraliste*, les candidats et partis politiques les plus favorables à la poursuite de l'intégration politique et économique continentale. Ses concepteurs se livrent pour se faire à une méthodologie pour le moins particulière, dans laquelle les propositions hostiles aux missions sociales de l'Etat semblent largement surpondérées. Ainsi le chef de file des libéraux européens Guy Verhofstadt bénéficie-t-il d'un royal 10/10 lors du classement fédéraliste établi suite au premier débat paneuropéen entre candidats à la présidence de la Commission européenne, quand ses concurrents conservateurs, sociaux-démocrates et écologistes sont tous affublés d'un médiocre 5/10. Tous s'étaient pourtant montrés favorables à la poursuite de l'intégration continentale sans rechigner à prononcer le « *F... Word* ». Le contenu antiétatiste donné par l'ancien Premier ministre belge au fédéralisme, qu'il souhaite engager sur la voie de la « *dérégulation du marché intérieur* »¹¹ n'est sans doute pas étranger à cette longueur d'avance.

Les mêmes critères de sélection sont de mise lorsqu'il s'agit de classer les programmes des fédérations européennes de partis¹². Ainsi le Parti de la Gauche européenne (PGE), né sur la dénonciation de l'Europe telle qu'elle s'est construite, arrive bon dernier, avec six cartons rouges sur les sept critères choisis pour jauger l'attachement à l'idée fédérale¹³. Si l'hostilité à l'égard de l'Europe libérale induit effectivement une réticence à progresser vers l'intégration dans le contexte actuel de la part de l'europarti de gauche radicale, certaines mauvaises notes ne peuvent que susciter l'étonnement au regard des bons scores attribués à d'autres partis. Bien que figurant en bonne place dans les priorités du PGE, les propositions économiques nécessitant une application au niveau européen – et donc une avancée vers un certain type d'intégration –, ne trouvent guère grâce aux yeux du jury fédéraliste. A l'inverse, le programme économique des libéraux est jugé « *largement en phase avec les orientations des fédéralistes* ». Le programme du PGE concernant la monnaie unique lui vaudra un même carton rouge, le seul des cinq europartis pour la catégorie « *renforcement de l'Euro et Union fiscale* » : changer la structure de la zone euro à travers une modification du mandat de la BCE serait ainsi incompatible avec une position fédéraliste. Même tarif pour la catégorie « *réforme des institutions européennes* », en dépit de propositions destinées à renforcer le pouvoir du Parlement européen par rapport à ceux du Conseil et de la Commission.

Loin de se contenter d'une avancée vers l'intégration européenne, les auteurs de cette plate-forme comparative semblent animés d'une « certaine idée de l'Europe », peu en phase avec un type d'intégration qui tournerait le dos aux préceptes libre-échangistes. Un parti pris qui témoigne de la gratitude que les fédéralistes européens s'évertuent à témoigner aux libéraux, qui n'ont point démerité dans leur militantisme en faveur d'une intégration européenne devenue si utile pour s'attaquer aux entraves nationales à la logique de profit. Signe de la viabilité de cette alliance objective, l'initiative compte parmi ses soutiens financiers l'influente Open Society Foundation, organisation philanthropique notoirement connue pour sa promotion du libre-marché à travers le monde.

¹¹ "Federalist Highlights, First European Presidential Debate", 28 avril 2014, towardsfederaleurope.eu

¹² "Federalist Scorecard, European political parties' manifestos for the European elections", 11 avril 2014, towardsfederaleurope.eu

¹³ contre deux pour le Parti Socialiste européen et un pour le Parti Populaire européen, les libéraux et écologistes ne récoltant que des cartons jaunes et verts.

Négation des rapports de force.

On pourrait objecter que l'ensemble des propositions fédéralistes ne saurait être assimilé à un programme libéral. Les programmes fédéralistes font en effet souvent la part belle à la solidarité entre les peuples européens, à la démocratisation des institutions, ou encore à la fin de la concurrence fiscale et sociale, propositions difficilement condamnables dans une perspective de gauche. Le problème ne réside toutefois pas tant dans le caractère rétrograde de certaines propositions que dans leur idéalisme, compris comme une réflexion théorique déconnectée des rapports de force réels. Comment, par exemple, donner sens au principe de subsidiarité, *mantra* fédéraliste consistant à attribuer chaque type de responsabilité publique à l'échelon le plus efficace, sans lui donner un sens politique ? Nul doute qu'un syndicaliste situera les compétences en termes de protection sociale à un niveau qui permettrait d'assurer une sécurité d'existence décente aux travailleurs, quand un libéral le placera à une échelle à même de rapprocher le niveau d'existence de son seuil minimum défini par le marché. Inutile de préciser laquelle de ces deux interprétations est susceptible de s'imposer dans le contexte actuellement aussi défavorable au monde du travail.

Dès lors, le souhait des fédéralistes de gauche d'impulser une Europe progressiste en s'alliant ponctuellement aux tenants de l'Europe libérale relève, au minimum, du fourvoiement politique. Cette posture n'en finit pourtant pas de faire des émules, y compris chez les plus fervents critiques de l'Europe telle qu'elle s'est construite. Auteur d'« Oser penser à Gauche » (Aden, 2010), la politologue Sophie Heine a choisi de conduire aux élections européennes la liste « Stand up for the United State of Europe », un mouvement qui refuse de se positionner sur le clivage gauche-droite et qui aspire à une Europe fédérale calquée sur le modèle états-unien. Celle qui appela entre autres au rejet du Pacte budgétaire européen justifie son engagement fédéraliste par la nécessité de progresser vers un cadre continental commun. « *Il ne s'agit pas de faire cause commune avec la droite, mais de travailler avec tous ceux qui sont favorables à la mise en place de structures institutionnelles, sociales, et économiques à même de créer un cadre propice à la conduite d'un débat démocratique au niveau le plus pertinent* », explique l'intellectuelle, pour qui le clivage gauche-droite reprendra ses droits une fois ces conditions réunies.

Un argument qui fait encore une fois l'impasse sur les rapports de forces réels : en l'état, il risque de n'aboutir qu'au démantèlement des institutions socialement protectrices existantes au niveau national, et à leur remplacement sous une forme minimaliste au niveau européen, conformément aux vœux des néolibéraux.

Quel fédéralisme de gauche ?

Les compromissions successivement avalisées par la gauche du mouvement fédéraliste au nom de l'intégration européenne illustrent l'illusion qu'il y a à déconnecter un projet idéal des réalités socio-économiques. Faut-il dès lors renoncer à toute perspective d'une intégration continentale articulée dans une perspective de gauche ? Nullement. Si l'option souverainiste ne peut être évacuée d'un revers de main (*v. infra*), elle ne saurait représenter en soi un facteur de progrès pour la majorité des citoyens – a fortiori si elle prend la forme, souhaitée par une partie de la gauche souverainiste, d'une union anti-européenne transcendant le clivage gauche-droite, en miroir inversé de l'union sacrée fédéraliste à laquelle les euro-béats de gauche appellent de leurs vœux¹⁴. Les réalités du capitalisme globalisé et financiarisé nécessitent au contraire de lutter de façon conjointe contre la course au moins-disant social imposée par les marchés. De même, la philosophie internationaliste du

¹⁴ La proposition du président de l' Union populaire républicaine (UPR) François Asselineau, issu de la droite souverainiste et porteur d'une vision profondément réactionnaire de la Nation, de créer une union nationale entre partis politiques anti-européens, indépendamment de leur position sur d'autres sujets, séduit une partie des militants du Mouvement politique d'émancipation Populaire (M'PEP) de l'ancien président d'Attac France Jacques Nikonoff. "Réunion publique à Aix-en-Provence le 3 novembre 2012 « Un nouveau Conseil national de la résistance est-il possible et nécessaire ? »", 7 novembre 2012, m-pep.org

mouvement ouvrier requiert de prendre en compte les intérêts des travailleurs à l'échelle la plus large possible, rendant d'autant plus inévitable la réflexion sur la nature de ce que devrait être un fédéralisme de gauche.

Celui-ci devrait avant tout prendre le contre-pied des mouvements fédéralistes crypto-libéraux, et assumer pleinement sa dimension politique et idéologique. Outre les positions progressistes défendues par certains fédéralistes classiques, telles que la démocratisation du processus décisionnel européen et l'harmonisation sociale et fiscale par le haut, des propositions singulièrement de gauche peuvent être formulées au niveau européen, comme le suggèrent notamment les « *économistes atterrés* »¹⁵ : planification fédératrice (« euro-keynésianisme »), politique de grands travaux fondée sur l'économie durable qui s'opposerait au « court-termisme » néolibéral, promotion d'une réelle démocratie sociale à l'échelle européenne, établissement de normes sociales et environnementales protectrices, etc. Autant de mesures insolubles dans le fédéralisme dépolitisé qui domine actuellement la réflexion sur l'intégration européenne.

La seconde condition élémentaire qui permettrait à un tel fédéralisme progressiste d'exister consiste à tenir compte de l'état des rapports de force réels avant d'envisager de nouveaux transferts de souveraineté. Comme le souligne Étienne Balibar, l'incapacité du mouvement syndical, désuni et affaibli par les vagues de délocalisation, à peser sur les décisions communautaires fut déterminante dans l'orientation libérale que prit l'Europe au cours de la période charnière des années 1980¹⁶. À l'inverse, l'analyse de certains passages historiques de l'histoire européenne du temps de l'âge d'or du mouvement ouvrier sont plutôt encourageant. Ainsi la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) instaura-t-elle un contrôle des prix destiné à lutter contre la désindustrialisation¹⁷. De même, sous la pression d'un mouvement ouvrier alors au faite de sa puissance, la Commission européenne adopta en 1973 un ambitieux programme visant à « *la réalisation du plein et du meilleur emploi dans la Communauté, l'amélioration des conditions de vie et de travail [...] et la participation croissante des partenaires sociaux aux décisions économiques et sociales de la Communauté et des travailleurs à la vie des entreprises.* »¹⁸. Son plein abandon deux années plus tard sous la pression du patronat européen ne doit pas faire oublier les potentialités que recèle l'établissement de rapports de force au niveau européen. Toute impulsion fédéraliste de gauche devra dès lors reposer sur un mouvement social d'importance au niveau national et européen.

Europe : fin ou moyen ?

Si le PGE s'inscrit globalement dans ces critères, sa capacité à formuler des propositions programmatiques concrètes qui dépasseraient le stade de la résistance à l'Europe libérale est entravée par la diversité des conceptions européennes de ses membres. L'hostilité viscérale des formations nordiques et de certaines franges des partis communistes historiques à l'égard de l'appartenance à l'Union européenne constitue ainsi un frein à l'élaboration de propositions novatrices en faveur d'une intégration alternative. À l'opposé, le rôle du PGE dans le « *processus d'eupéanisation de la gauche radicale* »¹⁹ décrit par Gerassimos Moschonas est susceptible de générer d'autres problèmes : bien qu'elle ait contribué à faire prendre conscience des potentialités politiques et des ressources en termes d'actions que recèlent l'arène européenne²⁰, cette eupéanisation comporte le risque de percevoir les questions européennes sous un angle idéologique et instrumental, susceptible de nuire à une

¹⁵ Lamant, Ludovic, "Les économistes «*atterrés*» se divisent sur les vertus d'un fédéralisme européen", 17 octobre 2013, mediapart.fr

¹⁶ Balibar, Etienne, "Un nouvel élan, mais pour quelle Europe ? ", Le Monde diplomatique, mars 2014

¹⁷ Lamant, Ludovic, *loc.cit.*

¹⁸ Bulletin of the European Communities, Supplement 2/74. UNSPECIFIED (1973) Social Action Programme. COM (73) 1600 final, 24 October 1973

¹⁹ Moschonas, Gerassimo, "L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale - Réflexions préliminaires", p.20, Transform ! n°9, septembre 2011.

²⁰ *Loc.cit.*

appréhension sereine des rapports de domination en présence. À l'inverse de certains de ses membres, le PGE refuse ainsi d'engager un réel débat sur la sortie de la monnaie unique au cas où les rapports de forces politiques ne permettraient pas d'envisager une évolution progressiste de l'Euro²¹.

De là à refuser tout retour aux souverainetés nationales au nom de l'idéal internationaliste²², il n'y a qu'un pas, que les partisans d'une autre Europe seraient mal inspirés de franchir : le refus d'opérer de nouveaux sauts fédéralistes en cas de rapport de force défavorable au niveau européen implique en effet d'envisager des formes de rupture avec les institutions européennes, à condition toutefois que les rapports de forces nationaux s'y trouvent plus avantageux pour les citoyens européens. « *Le fédéralisme d'aujourd'hui entraîne la régression sociale, qui mine la formation d'un sentiment d'appartenance à une entité soucieuse du bien-être collectif* » constate l'économiste Dany Lang²³. De fait, l'abstention record attendue pour le scrutin du 25 mai, le désamour des citoyens européens pour l'UE²⁴, et la recrudescence des tensions entre le centre et la périphérie européenne constituent autant d'aveux d'échec de l'Europe actuelle. Penser théoriquement la rupture avec elle pourrait dès lors constituer une réponse autrement plus fidèle à l'intégration sociale et solidaire des précurseurs historiques du fédéralisme de gauche que la poursuite d'un processus autoritaire n'ayant cessé de substituer les moyens aux fins.

²¹ Au cours d'une conférence du Parti de la Gauche européenne « *Ensemble, nous pouvons mettre un terme aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe* » tenue à Bruxelles le 10 avril, l'économiste Frédéric Boccara alla jusqu'à caricaturer cette proposition comme d'extrême-droite et incompatible avec un programme de gauche.

²² Comme le propose une certaine gauche dans le débat français. Bernier, Aurélien, "Le Parti de gauche et la « pensée Lutte ouvrière »", 18 avril 2013, ragemag.fr

²³ Lamant, Ludovic, *loc.cit.*

²⁴ Renner, Romain, "Européennes 2014 : un euroscepticisme fort qui ne se traduira pas dans toutes les urnes", 20 mai 2014, rtl.fr